



HAL
open science

Dans l'ombre du pouvoir impérial des États-Unis : variations des registres de l'anti-américanisme en Amérique latine

David Garibay

► **To cite this version:**

David Garibay. Dans l'ombre du pouvoir impérial des États-Unis : variations des registres de l'anti-américanisme en Amérique latine. Le Banquet, 2004, N° 21, pp.201- 215. halshs-00420262

HAL Id: halshs-00420262

<https://shs.hal.science/halshs-00420262>

Submitted on 3 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dans l'ombre du pouvoir impérial des États-Unis. Variations des registres de l'anti-américanisme en Amérique latine

David Garibay

Article publié dans
Le Banquet, n°21, 2004/2.

Lors du débat à l'ONU sur le vote d'une résolution autorisant une intervention militaire en Irak, deux pays latino-américains sont membres temporaires du Conseil de Sécurité, le Mexique et le Chili. Tous deux, dont la politique étrangère a connu un alignement récent sur celle de Washington, adoptent une position réservée, n'appuyant pas les États-Unis et recherchant une position de consensus. Au moment de la constitution d'une coalition internationale, en dépit d'importantes pressions, seuls le Salvador, la République Dominicaine, le Nicaragua et le Honduras acceptent d'envoyer des contingents, à l'importance symbolique. Le Honduras, meilleur allié des États-Unis dans la région lors des années 1980, décide d'ailleurs du retrait de ses troupes en même temps que l'Espagne. Alors même que cette intervention est considérée par Washington comme essentielle dans sa lutte contre le terrorisme, les principaux pays d'Amérique latine maintiennent une position autonome.

La situation est paradoxale dans un moment où l'influence des États-Unis en Amérique latine est beaucoup plus forte, ou du moins plus visible, que par le passé. Les relations entre Washington et les pays latino-américains ont été marquées depuis le début du XIXe siècle par une relation de puissance asymétrique, à la fois politique, économique et commerciale. L'action internationale des États latino-américains a de ce fait été cantonnée dans un cadre réactif. Aujourd'hui, ces pays vivent dans une interdépendance croissante, tout en disposant de nouvelles marges d'action. Une très forte relation existe entre les formes d'expression de la puissance des États-Unis et l'existence en Amérique latine d'un discours d'opposition, avec une variété de registres argumentatifs. Pour comprendre l'anti-américanisme en Amérique latine, nous analysons dans cet article les trois principaux registres de ce discours : le recours à l'idée « latino-américaine », la référence à la défense de la souveraineté nationale, et enfin l'argumentaire anti-impérialiste, en montrant pour chacun d'entre eux les conditions de leur surgissement, leur évolution temporelle et le type d'acteurs politiques qui y ont recours. Les variations historiques de ces registres sont à comprendre au regard des mutations de la puissance des États-Unis dans la région.

L'Amérique aux Américains : la lente affirmation d'une destinée manifeste

Souvent considérée comme la justification de l'intervention des États-Unis en Amérique latine, la doctrine Monroe relève pourtant de la proclamation ambiguë. Dans son discours sur l'état de l'Union de 1823, le président James Monroe avance l'idée qu'aucune entreprise de colonisation européenne ne pourra désormais avoir lieu dans le continent américain au risque d'être interprétée par Washington comme un acte hostile. Il s'agit à cette époque de se prémunir devant les velléités proclamées par la Sainte-Alliance d'intervenir militairement dans les anciennes colonies espagnoles pour y restaurer la couronne de Ferdinand VII et, par extension, de protéger la souveraineté politique des États-Unis. Les jeunes républiques hispano-américaines saluent cette initiative qui les protège de ce qui constitue alors la principale menace pour la continuité de leur

existence comme nations indépendantes. L'image d'une « Amérique (nord-)américaine » tarde pourtant à s'imposer, tant les États-Unis n'ont pas alors les moyens d'une telle hégémonie hémisphérique. Dans la politique extérieure des États-Unis, l'aspiration à cette suprématie est évoquée à plusieurs reprises, comme à l'occasion de l'intervention française au Mexique (1862-1867), mais reste essentiellement rhétorique. L'action extérieure des États-Unis se limite jusqu'aux années 1870 à étendre leur territoire vers le Pacifique. Hormis les territoires acquis après la guerre contre le Mexique, cette extension se réalise essentiellement aux dépens d'États européens.

Ce n'est en fait qu'au tournant du siècle que Théodore Roosevelt et ses successeurs transforment les déclarations de James Monroe en un principe actif de la politique extérieure de Washington dans le continent, comme l'affirme le corollaire Roosevelt : « Le fait que, dans le cadre hémisphérique occidental, les États-Unis se sentent responsables en vertu de l'adhésion à la doctrine Monroe, peut les obliger, même contre leur gré, dans des cas d'incapacité ou de mauvais comportements flagrants, à exercer le rôle de gendarme ». Or, ce tournant se manifeste à travers deux types d'actions. D'une part, les interventions militaires directes se multiplient à partir de 1900, certaines se transformant même en occupations prolongées. Ces actions se concentrent principalement sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes. D'autre part, et cette fois-ci sur l'ensemble du continent, les États-Unis développent des politiques multilatérales comme un moyen indirectement interventionniste pour asseoir leur influence sur l'ensemble du continent, en s'affirmant à la fois comme la principale puissance économique et comme le garant de l'ordre et de la stabilité de l'ensemble de la région. La première de ces politiques est constituée par le panaméricanisme. L'organisation régulière à partir des années 1890 de conférences internationales regroupant les États-Unis et les pays latino-américains débouche progressivement sur la constitution en 1910 de l'Union panaméricaine. Le fonctionnement même de celle-ci reflète le but pour laquelle elle est instituée : son siège se situe à Washington, et son secrétariat, présidé par le Secrétaire d'État des États-Unis, est composé par les ambassadeurs des républiques latino-américaines accrédités à Washington. Cette politique trouve un relais dans une deuxième orientation, particulièrement manifeste sous la présidence de Woodrow Wilson, l'application de la promotion de la démocratie à l'Amérique latine. Washington affirme à partir de ce moment ne plus reconnaître de régimes issus d'un coup d'État et entend agir directement, par la force s'il le faut, pour organiser des élections et s'assurer du comportement démocratique des élites au pouvoir. Le panaméricanisme comme la promotion de la démocratie se révèlent dans les faits deux modalités aux effets semblables, puisque les interventions armées des États-Unis en Amérique latine se multiplient, officiellement pour assurer la stabilité effective de la région, essentiellement pour y sauvegarder les intérêts politiques tout autant qu'économiques de Washington. C'est en effet à cette période que les États-Unis deviennent le principal investisseur étranger dans la région et que surgissent les grandes entreprises multinationales qui feront fortune dans l'exploitation des ressources naturelles et de la main d'œuvre locale.

L'usage simultané de la politique du *big stick* et de modalités de coopérations multilatérales pour asseoir l'influence des États-Unis au tournant du siècle marque l'émergence d'une confusion lexicale durable. L'Amérique aux Américains, telle que la conçoit Théodore Roosevelt, ne se limite plus au seul territoire des États-Unis, elle englobe l'ensemble du continent. En revanche, les Américains dont il est question sont bien les seuls ressortissants des États-Unis d'Amérique. Il est d'ailleurs symptomatique que l'usage du substantif « américain » qui, depuis le XVe siècle, renvoyait en français à l'ensemble du continent, est utilisé à partir de la moitié du XIXe siècle à la fois pour ce qui relève du continent et ce qui est spécifique aux États-Unis, avec une domination de plus en plus forte de ce dernier usage. Les sens des dérivés du terme sont symptomatiques :

« américanisme », dans une valorisation positive ou au contraire avec une connotation péjorative, ou bien au sens de spécificités dans un domaine (langue) se généralise dans la deuxième moitié du XIXe siècle en renvoyant aux États-Unis et non au continent. L'Amérique désignée dans l'adjectif « anti-américain » ne souffre d'aucune ambiguïté, le terme renvoie exclusivement à une opposition à la politique du gouvernement des États-Unis. De même dans « panaméricain » et « panaméricanisme », apparus vers 1900, il s'agit bien de décrire ce qui concerne tout le continent, mais sous la conduite des États-Unis.

La confusion lexicale qui peut exister entre l'Amérique et les États-Unis est d'ailleurs beaucoup moins forte en espagnol. Pour éviter la confusion, les adjectifs dérivés de *América* ne sont pas employés pour décrire une origine ou une nationalité. Lorsqu'ils le sont, généralement dans des domaines techniques, ils renvoient au continent. Ce qui provient des États-Unis est qualifié d'« *estado-unidense* », ou bien par des connotations plus familières ou péjoratives, dont l'usage s'est généralisé dans d'autres langues (à l'image de *gringo*). Les nombreux dérivés, décrivant différents découpages de la région, y sont bien plus fréquents (*hispanoamericano*, *iberoamericano*, etc.), et les sous-ensembles régionaux sont utilisés avec plus de rigueur géographique, l'Amérique du nord incluant le Mexique. Et de manière symptomatique, il n'existe pas de traduction en espagnol du mot « anti-américain ».

Les trois registres argumentatifs du discours anti-américain

Cette confusion lexicale, double signe à la fois de l'affirmation de l'identité nationale aux États-Unis et de la pratique d'une puissance tutélaire de Washington sur l'ensemble du continent, trouve un écho particulier en Amérique latine. Au tournant du XIXe siècle, les menaces pour la souveraineté des républiques latino-américaines ne proviennent plus d'Europe, mais bien des États-Unis. De ce fait, en réponse à l'interprétation particulière donnée par Théodore Roosevelt à la doctrine Monroe, puis à l'interventionnisme pratiqué par Woodrow Wilson au nom de la promotion de la démocratie, se développe en Amérique latine un discours politique où l'affirmation de l'existence d'une destinée commune aux nations latino-américaines repose sur une opposition tant à colonisation européenne qu'aux velléités expansionnistes des États-Unis. L'œuvre de l'écrivain cubain José Martí (1853-1895) est sans doute la plus significative de ce moment. Elle s'inscrit dans le contexte de la lutte nationale de la dernière colonie espagnole dans les Amériques, dont l'indépendance en 1901 n'est acquise qu'à l'issue de la guerre hispano-américaine et aboutit à un protectorat de fait des États-Unis.

Or, l'originalité du discours patriotique de José Martí réside dans son inscription dans une valorisation d'une identité latino-américaine, plus que spécifiquement cubaine, qui reposerait non sur une conception raciale ou ethnique mais davantage sur un construit historique commun, reposant sur le métissage et les luttes de libération et qui devra s'affranchir de l'influence idéologique à la fois de l'Europe et des États-Unis. Dans son activité de journaliste, il critique le panaméricanisme ou les négociations commerciales entre les États-Unis et les pays latino-américains, comme autant d'instruments au service de la puissance de Washington. Le discours de José Martí n'est pas anti-américain au sens où il rejeterait le modèle politique des États-Unis en tant que tel. Ce qu'il conteste, c'est à la fois la validité d'une application mécanique de ce modèle aux républiques hispano-américaines et l'inféodation de ces dernières à la puissance expansionniste.

L'émergence d'un discours « latino-américaniste » est bien contemporain du moment où Washington donne de l'Amérique une définition extensive à l'ensemble du continent. Cette situation confère à ce discours un emploi performatif particulier. Pour signifier une opposition, ou du moins l'affirmation d'une différence, par rapport aux États-Unis, le discours fait référence à ce

qui est censé être commun à l'ensemble des latino-américains. Or, cette référence n'est fondée historiquement sur aucune existence d'unité. Si les républiques latino-américaines partagent effectivement des trajectoires historiques communes en tant que colonies, puis en tant que nations indépendantes, cette situation n'a pas pour autant conduit à un début d'unité politique, ni même à la mobilisation par des dirigeants politiques nationaux de ce projet politique. En Amérique du sud, entre le moment de l'indépendance et le milieu du XXe siècle, les menaces sur la souveraineté politique et sur la continuité territoriale pour un pays de la région proviennent bien davantage de ses voisins que d'une quelconque puissance extérieure à la région, comme le démontrent les nombreuses guerres. Il est ainsi symptomatique que la geste libératrice de plusieurs des héros de l'Indépendance, dont les campagnes militaires victorieuses ont traversé les cordillères andines, ne soit reprise comme un thème de mobilisation pour une unité politique de la région que de manière récente. Au contraire, cette histoire fondatrice est mobilisée au service des efforts de construction d'une identité nationale des différents États indépendants, qui dès le XIXe siècle, se disputent la nationalité ou l'origine de tel ou tel héros. Dans ce cadre, ce n'est que très tardivement que se développe réellement un discours anti-américain structuré essentiellement avec une référence à une mythique unité politique latino-américaine. Pendant toute cette période, des dirigeants politiques des différents pays n'hésitent pas, en cas de troubles intérieurs ou de guerres avec leurs voisins, à demander l'aide financière ou militaire des États-Unis, ne voyant dans cette entreprise ni trahison à la nation, ni source d'un danger potentiel. Les effets de ces pratiques sont bien connus, qu'il s'agisse de l'occupation militaire prolongée du Nicaragua, de Haïti et de la République dominicaine par les *marines*, de la séparation du Panamá de la Colombie ou encore de l'établissement d'accords économiques, commerciaux et financiers favorables à Washington avec l'ensemble des pays.

Deux autres formes d'utilisation de la rhétorique anti-américaine vont ainsi se développer en Amérique latine, en particulier à partir des années 1930, selon deux références différentes : d'une part, l'apparition de mouvements puis de régimes populistes, de l'autre l'émergence d'un discours révolutionnaire anti-impérialiste.

Il convient de comprendre la manière dont les partis populistes, et surtout les régimes politiques qui en sont issus, intègrent, dans leurs discours et dans leurs pratiques, la relation aux États-Unis. La légitimité des élites politiques qui se sont succédées jusqu'alors reposait sur leur caractère oligarchique, à partir d'une position sociale venant de la propriété de la terre et de relations de famille et de lignages. Le populisme en Amérique latine correspond, par contre, au moment de l'apparition du recours au peuple dans la politique. Dans l'Argentine de Juan Domingo Perón, dans le Brésil de Getulio Vargas, le pouvoir et la légitimité du dirigeant politique reposent sur sa capacité à mobiliser et à représenter le peuple. En valorisant le monde du travail, en structurant la société à partir de droits nouveaux accordés aux travailleurs, en mobilisant fréquemment ce peuple jusque là marginalisé et exclu, le pouvoir populiste constitue bien une nouveauté en Amérique latine. Mais si la rhétorique de la mobilisation est bien présente, il ne s'agit pourtant en rien de participer à la remise en cause de l'ordre socio-économique. Formes de gouvernement nées en grande partie des effets de la grande crise économique des années trente, les régimes populistes se caractérisent par leur volonté d'intégrer les travailleurs, affectés par la crise, dans le régime, tout en conservant les structures socio-économiques en place. La relation aux États-Unis peut se comprendre au regard de cette dialectique. L'anti-américanisme n'est pas une des composantes en tant que telle de l'expression populiste en Amérique latine. Mais en revendiquant une souveraineté politique affirmée, en critiquant les effets déstructurants du capitalisme, en affirmant vouloir retrouver la dignité du travailleur et celle de sa patrie, le discours populiste renvoie bien à une rhétorique nationaliste où le rejet de politiques imposées par d'autres est

présent. Du fait de leur position dominante, les États-Unis apparaissent comme les premiers visés par ces discours. Pourtant aucun régime populiste ne prit des mesures directes pouvant affecter les intérêts économiques des États-Unis (nationalisations, réformes agraires). Les rares décisions prises en ce sens ont été acceptées par Washington. D'autant que l'heure était pour les États-Unis à la recherche de rapports sereins et stables avec l'Amérique latine, d'abord sous les auspices volontaristes de la politique de bon voisinage mise en place par Franklin D. Roosevelt, puis ensuite par le contexte de nécessité créé par la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, ce type de discours de valorisation de la nation, s'il est particulièrement présent dans les régimes populistes, est également fréquent au sein des régimes militaires ou autoritaires « progressistes ».

La seconde forme de rhétorique anti-américaine se développe dans le discours anti-impérialiste et révolutionnaire. Ce dernier adjectif prend une connotation particulièrement polysémique en Amérique latine, où il rend compte de façon générale d'une volonté de changement rapide dans le domaine politique et économique. Il est employé autant par la démocratie chrétienne ou la social-démocratie, dans des options réformistes plus ou moins affirmées, que par la gauche plus radicale, dans une volonté de rupture plus ou moins graduelle avec le capitalisme. Au Chili, par exemple, le terme est utilisé autant par le démocrate chrétien Eduardo Frei, président de 1964 à 1970 que par son successeur socialiste Salvador Allende. Cette variation dans l'usage du terme affaiblit d'autant sa valeur heuristique. Malgré la diversité de ces expressions, il existe bien au sein du discours « révolutionnaire » une référence anti-impérialiste, plus ou moins marquée et affichée, orientée contre l'action des États-Unis. Elle est présente chez José Martí, mais également dès les années 1920 dans l'idéologie du premier parti politique latino-américain qui parvient à un degré de structuration important, l'APRA au Pérou, dont le fondateur et idéologue est Victor Haya de la Torre. Elle est maniée avec fréquence lors des « révolutions » guatémaltèque (1944-1954) et bolivienne (1952-1964), lorsque des dirigeants structurent leur pouvoir sur la volonté de moderniser leur pays à travers la mobilisation des paysans, des ouvriers ou des mineurs, et appliquent des réformes agraires et des changements significatifs dans la législation du travail. Elle se retrouve également dans des régimes militaires personnalisés, à fort caractère charismatique, qui effectuent des réformes par le haut, comme les expériences du gouvernement du général Velasco au Pérou (1968-1975) qui entendait réaliser une « révolution humaniste », des militaires équatoriens (1972-1976) qui nationalisèrent le pétrole et firent entrer leur pays dans l'OPEP, ou celle du général Torrijos au Panamá (1968-1978) qui a reposé en grande partie sur le recouvrement de la souveraineté du pays sur le canal.

Cette rhétorique anti-impérialiste trouve un écho particulier au sein de la gauche radicale latino-américaine avec la guerre froide. Les guérillas qui se forment dans de nombreux pays sont structurées sur un discours révolutionnaire anti-impérialiste. Mais il convient là aussi de comprendre avec précision les articulations entre ce discours et l'anti-américanisme. Dès 1945, les États-Unis entendent à nouveau utiliser les mécanismes de concertation au niveau continental pour servir leur politique, orientée à partir de ce moment contre le péril constitué à leurs yeux par l'URSS. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, ils appuient des régimes dictatoriaux. En Amérique du sud, dont les institutions apparaissent alors comme étant plus démocratiques, ils pressent les gouvernements à appuyer au niveau extérieur une politique où garantir la sécurité hémisphérique signifie désormais prévenir tout danger communiste, et également à faire en sorte au niveau interne que ce danger ne puisse exister, en interdisant, le cas échéant, tout parti ou syndicat communiste. Enfin ils isolent ou empêchent directement tout gouvernement qui afficherait des velléités progressistes. L'expérience réformiste du président Jacobo Arbenz au Guatemala fut la victime la plus connue de cette politique, puisqu'elle prit fin à la suite de l'intervention militaire en 1954 appuyée directement par les États-Unis. De même, l'évolution de

la révolution cubaine est sur ce point éloquent. Le discours politique de Fidel Castro et de ses compagnons d'armes est certes révolutionnaire au sens où ils agissent pour un renversement par la violence du pouvoir en place. S'il est très fortement imprégné d'anti-impérialisme, il n'est à aucun moment anti-américain, et encore moins ouvertement communiste, pendant tout le moment de la lutte armée et même après l'arrivée au pouvoir. La rupture entre Washington et La Havane n'est consommée que près de deux ans après la victoire d'une révolution qui doit son succès initial plus au délitement du régime et à la bonne image entretenue par Fidel Castro aux États-Unis qu'au soutien des communistes, très rapidement marginalisés, ou encore moins de Moscou. Après le renversement de la dictature de Batista, le régime se maintient en utilisant avec habileté le nationalisme devant les velléités d'intervention des États-Unis. Le fait qu'à partir de 1961, les dirigeants cubains développent un discours très virulent contre les États-Unis, et qu'à son tour ce discours se diffuse dans le reste de l'Amérique latine, peut être là encore expliqué plus par la prégnance d'une rhétorique révolutionnaire anti-impérialiste que par un anti-américanisme en tant que tel. Le contexte de la Guerre froide pèse d'ailleurs rapidement pour que La Havane cesse rapidement son entreprise de diffusion de la révolution. Deux décennies plus tard, le scénario se répète, avec beaucoup de similarités, au Nicaragua, où l'embrasement régional et la politique de Ronald Reagan simplifient à outrance les orientations d'un régime révolutionnaire à ses origines plus anti-impérialiste qu'aligné sur Moscou.

Dans l'orientation du discours anti-impérialiste contre la politique des États-Unis, il convient d'ajouter, aux effets d'alignement à l'œuvre dans les cas cubain et nicaraguayen, les évolutions de la politique nord-américaine et en particulier son degré de tolérance vis-à-vis des expériences progressistes. Au tournant des années 1960, John F. Kennedy entend promouvoir l'Alliance pour le progrès comme moyen d'éviter la propagation de la révolution cubaine. Pour garantir la stabilité de chaque pays, les réformes sociales, le développement économique et la démocratie politique sont les meilleures armes contre la révolution. Si l'analyse est ancienne, l'emphase et l'ambition sont nouvelles. Or, les contextes dans lesquels se déroule la mise en œuvre de cette politique alimentent des effets contraires aux buts attendus, puisque l'objectif de lutter contre la menace communiste prévaut rapidement. Après l'échec de l'action militaire à Cuba en avril 1961 (baie des Cochons), l'administration nord-américaine adopte rapidement une forme d'indifférence, voire un appui direct, devant les coups militaires contre des gouvernements démocratiques dans différents pays latino-américains. Cette attitude généralise l'idée que Washington favorise l'impératif de la lutte contre le communisme aux dépens de la mise en œuvre de réformes. Des coups d'État, qualifiés de préventifs, se déroulent dans de nombreux pays au début des années 1960, au nom de la lutte contre les guérillas et la gauche révolutionnaire. L'indifférence affichée par les administrations Johnson puis Nixon à l'égard de l'Amérique latine ne fait que renforcer cette absence de réaction au prétorianisme. Une décennie plus tard, des régimes dictatoriaux aux objectifs idéologiques encore plus affirmés prennent le pouvoir, en Bolivie (1971), au Chili (1973), en Uruguay (1973), et en Argentine (1976), non plus pour prévenir le danger représenté par la gauche politique et la mobilisation sociale, mais bien pour l'éradiquer définitivement au moyen de la terreur et de la répression. L'appui des États-Unis aux militaires putschistes est discret, mais particulièrement efficace. Or, cette vague de coups d'État terroristes ne liquide pas seulement la gauche politique. Elle emporte également les espoirs, encouragés et alimentés par Washington une décennie plus tôt, que les secteurs réformistes puissent mettre en place une société moins inégalitaire et plus démocratique.

En Amérique latine, il est ainsi possible de discerner trois sources rhétoriques différentes du discours anti-américain, la destinée partagée des Latino-américains, la revendication de la souveraineté et du nationalisme, en particulier par les forces populistes et, enfin, l'anti-

impérialisme révolutionnaire. Ces trois sources ne sont en rien exclusives l'une de l'autre et peuvent tout à fait être mélangées par les acteurs politiques qui les utilisent. Le régime mexicain, en particulier pendant la période 1930-1980, a su utiliser ces trois registres dans une politique étrangère d'autonomie vis-à-vis de son grand voisin, à travers un discours qui revendiquait à la fois une souveraineté politique et économique assez sourcilleuse, la défense d'un héritage commun aux pays latino-américains et le légat d'une révolution qui servit à légitimer la réforme agraire, puis la nationalisation du pétrole, tout en établissant un contrôle corporatiste sur la société.

Les États-Unis et l'Amérique latine, entre démocratie, intégration et migrations

Depuis le tournant des années 1980, l'Amérique latine connaît une mutation politique sans précédent. Les transitions à la démocratie se sont en effet réalisées conjointement à de très profondes réformes structurelles néo-libérales et à une ouverture internationale. Or ces processus ont considérablement affecté les institutions politiques. Désormais les militaires ont cessé d'être (presque partout) les garants des institutions étatiques. Ces dernières ont été réduites à leur portion congrue ; les privatisations et les suppressions d'emplois publics y ont été massives. Les politiques de redistribution sociale sont désormais pensées uniquement pour atténuer auprès des populations les plus marginalisées les effets de l'ajustement structurel. Les alternances et les crises gouvernementales ont pris le pas sur les révolutions de palais. La démocratie avance à petits pas dans une période où cycles de croissance et de forte récession alternent rapidement, et où la pauvreté et les inégalités entre classes sociales et entre territoires se renforcent.

Les paysages politiques ont été bouleversés. Les anciennes formations populistes, ainsi que les partis réformistes, démocrates-chrétiens ou nationalistes de centre-gauche, ont très rarement survécu aux régimes militaires. Rares sont les partis se réclamant de l'héritage de la période autoritaire qui sont parvenus à s'imposer dans les urnes. La droite conservatrice, qui n'a pas hésité à soutenir les militaires lors des coups d'État, a du revoir ses alliances et n'a réussi à se maintenir au pouvoir que par une conversion au néo-libéralisme, traduite par l'émergence de nouveaux dirigeants, mais également de nouvelles bases électorales. Par ailleurs, cette gauche que les États-Unis ont diabolisé, de peur qu'elle ne fasse le lit de Moscou, a connu de très importantes mutations internes, et a gagné le pari démocratique. Les victoires présidentielles de Ricardo Lagos au Chili et de Luis Enrique *Lula* da Silva au Brésil ont attiré l'attention sur des formations qui gouvernent aujourd'hui les principales métropoles de la région (Mexico, Bogotá, São Paulo, Montevideo, Buenos Aires, etc.), et qui ont transformé certaines expériences de gestion urbaine participative en modèle d'une démocratie plus avancée. En Amérique centrale, les anciennes guérillas ont négocié la paix et réussi leur transformation en partis politiques.

Les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, et par conséquent les formes d'expression d'un courant anti-américain, s'en sont trouvées bouleversées. Depuis l'Initiative pour les Amériques de George Bush, et avec une emphase plus forte sous les présidences de William Clinton puis de George W. Bush, les États-Unis déploient une stratégie de présence dans l'ensemble de la région, en instaurant un cadre de négociation hémisphérique, en particulier en matière commerciale (la Zone de libre échange des Amériques et les Sommets des Amériques), mais également institutionnel (pour la promotion de la démocratie ou la lutte contre la corruption) et de sécurité (en particulier sur la question du trafic de drogue, et plus récemment du terrorisme). Bien que cette politique connaisse des va-et-vient et ne reflète pas toujours une cohérence globale, le panaméricanisme est de retour comme cadre d'exercice de la puissance des États-Unis en Amérique latine, en reposant à la fois sur une réhabilitation du rôle des instances multilatérales hémisphériques, en particulier de l'Organisation des États américains, sur une réorientation de

l'importance accordée par les États-Unis aux Amériques et sur l'attrait à la fois économique et culturel exercé par Washington dans la région. Cet intérêt est réciproque, puisque les États-Unis bénéficient auprès des latino-américains d'une opinion globalement positive : en 2002, d'après l'institut Latinobarómetro, 65 % des sud-américains, 85% de centraméricains et 63% des Mexicains en avaient une « très bonne » ou « bonne » opinion¹. L'importance prise par les migrations témoigne des nouvelles formes de relation, qui ont acquis un degré accru d'interdépendance économique et social. Ainsi entre 10 et 20% de la population du Mexique et des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes habiteraient aujourd'hui aux États-Unis, où la minorité *latino* est devenue numériquement plus importante que la minorité noire.

Cette puissance, non moins impériale, mais aux aspects plus diffus, peut conduire à d'apparentes situations paradoxales, en particulier dans les domaines stratégiques et militaires, comme l'a montré le cas de la crise irakienne. Ainsi, s'il est toujours possible d'analyser les discours anti-américains en Amérique latine au travers des trois registres argumentatifs présentés plus haut, c'est au prix de changements significatifs.

La référence à une destinée commune latino-américaine a aujourd'hui pratiquement disparu, sauf sans doute dans les discours du président Chávez au Venezuela. Le discours nationaliste, défendant la souveraineté nationale, a été, pour sa part, d'autant plus affaibli qu'il n'acquiert réellement sa force qu'à condition d'être produit par les régimes en place. Or, dans la quasi-totalité des pays latino-américains, les gouvernements actuels se montrent non seulement ouvertement favorables à la mondialisation, mais assument explicitement des choix de limitation de souveraineté, en matière monétaire, fiscale, commerciale ou économique, allant bien souvent au-delà des orientations des États-Unis ou des organismes multilatéraux. Seul le Brésil constitue une exception, mais à condition de saisir combien ce pays combine aujourd'hui ouverture internationale, intégration régionale et défense de ses propres intérêts. Enfin, le registre anti-impérialiste, en particulier au sein de la gauche de contestation radicale, trouve dans le mouvement altermondialiste latino-américain une expression renouvelée, du fait de son analyse des lieux et des formes de pouvoirs internationaux, à l'instar de son homologue européen.

Hugo Chávez, qui avait tenté un coup d'État en 1992, est élu président du Venezuela en 1998, puis, à la faveur d'un changement de Constitution, réélu deux ans plus tard. Il est aujourd'hui la figure la plus visible du populisme contemporain en Amérique latine. Dans un pays disposant d'une rente pétrolière pharamineuse, mais miné par les inégalités et la corruption, il s'impose aux élections par une violente critique des effets du néo-libéralisme. Très charismatique, il établit une relation directe avec les gouvernés au moyen de programmes diffusés par la radio-télévision publique, alors que la quasi-totalité des autres médias est contrôlée par ses opposants. Il utilise les consultations démocratiques, en leur conférant rapidement une connotation plébiscitaire. Et dès son arrivée au pouvoir, il critique dans ses discours l'ensemble de ses opposants, parmi lesquels figure en bonne place le gouvernement des États-Unis. Aux différentes tribunes internationales auquel il est convié, il ne cesse de pourfendre l'interventionnisme de Washington dans les affaires de pays indépendants et dénonce le nouvel impérialisme représenté par la Zone de libre échange des Amériques. L'attitude pour le moins ambiguë des États-Unis lors de la tentative de coup d'État contre lui en 2002, finalement ratée, n'a fait que renforcer ce ressentiment. Et ce d'autant que Hugo Chávez a multiplié les rencontres et les coopérations avec Fidel Castro, célébrant la résistance dont témoigne l'île devant le blocus et l'isolement, ou a tenté de relancer les politiques communes en matière de quotas pétroliers au sein de l'OPEP.

Le président vénézuélien a surtout développé une rhétorique qui entend réhabiliter la source «

¹ Données citées in « Latin Americans like US but a little less », 'The Miami Herald', 18 août 2002.

latino-américaniste » d'un discours anti-américain, à travers le recours très fréquent à la figure de Simon Bolívar². Hugo Chávez a ainsi doté son pays, désormais appelé République bolivarienne du Venezuela, d'une constitution également bolivarienne. Au-delà du rêve d'une unité politique des pays andins, le terme ne renvoie à aucune connotation idéologique particulière, tant Simon Bolívar s'est distingué plus par son volontarisme militaire que par ses idées politiques. À travers cette rhétorique, Hugo Chávez entend œuvrer, du moins au niveau du discours, pour réhabiliter l'idée d'une unité politique latino-américaine. À défaut d'être réalistes, les objectifs ne manquent pas d'ambition, puisque le président vénézuélien a proposé la création d'une zone d'intégration limitée aux pays de l'Amérique latine, ou encore la constitution d'un consortium qui regrouperait les grandes compagnies nationales pétrolières de la région. Comme dans le cas des régimes populistes antérieurs, la capacité de nuisance réelle pour les intérêts nord-américains au Venezuela demeure limitée et se borne à de constantes attaques verbales. Aucune des concessions d'exploration de pétrole attribuées à des compagnies nord-américaine n'a été dénoncée et le niveau d'exportation du pétrole vénézuélien aux États-Unis se maintient à un niveau élevé, malgré les difficultés de la compagnie nationale de pétrole : les États-Unis constituent le premier client du pétrole vénézuélien, alors que le Venezuela qui fournit 15% des importations de pétrole des États-Unis en est le troisième fournisseur. Si la rhétorique de l'intégration et de l'unité latino-américaine trouve aujourd'hui en Hugo Chávez son héraut, elle est également mobilisée dans de nombreux autres pays qui l'ont désormais intégré dans leurs constitutions et qui l'invoquent à l'heure d'établir des accords régionaux. Mais ce discours semble aujourd'hui souffrir dans l'ensemble d'une faible réceptivité, tant il tient d'un mythe qui ne semble pas avoir été adapté à un contexte mondialisé.

Autant la rhétorique latino-américaniste employée par Hugo Chávez semble proche de celle qui a pu exister par le passé, autant celle qui repose sur la défense de la souveraineté nationale a été renouvelée et, en quelque sorte adaptée à la mondialisation. Le Brésil, et dans une moindre mesure l'Argentine, apparaissent comme les cas les plus achevés. Il ne s'agit plus de faire prévaloir les intérêts de la nation, voire du peuple, mais au contraire d'avoir conscience des situations nationales, de ses forces et de ses faiblesses, pour mieux assurer son intégration dans un contexte global mondialisé. Plus qu'un discours de dénonciation de la supériorité des États-Unis sur les pays latino-américains, il s'agit, tout en prenant en compte une situation de pouvoir asymétrique, de revendiquer une forme de traitement entre égaux. En cherchant à créer le consensus de Buenos Aires (octobre 2003), les présidents brésilien et argentin se prononcent par une mondialisation, pour une ouverture internationale, tout en signalant l'importance d'une revitalisation du multilatéralisme et d'une prise en compte des dimensions sociales et environnementales dans les affaires publiques internationales. Cette déclaration s'inscrit dans une stratégie de renforcement des liens entre les pays de la région, comme préalable à une ouverture internationale, manifeste depuis la création du Mercosur. À la différence du nationalisme des années 1950, ce discours n'est pas construit sur un refus de l'ouverture internationale et de la mondialisation. Le Brésil a montré combien il entendait négocier pied à pied avec les puissances économiques mondiales, et particulièrement les États-Unis, l'ouverture commerciale et l'intégration régionale. Lors du sommet de l'OMC de Cancún en septembre 2003, Brasilia a fait preuve de sa capacité à fédérer une forte opposition aux positions tant des États-Unis que de l'Union européenne, où la revendication d'une négociation d'égal à égal supposait de mettre en

² Né en 1783, Simon Bolívar commanda l'armée qui libéra de la Couronne espagnole le Venezuela, la Colombie, l'Équateur puis le Pérou entre 1819 et 1826. Après ses campagnes militaires victorieuses, le 'Libertador' chercha à unifier ces pays, mais fut déposé en 1830, quelques mois avant sa mort.

œuvre une véritable ouverture commerciale, selon les règles des organismes multilatéraux, et donc de dénoncer les pratiques protectionnistes, en particulier en matière agricole. Plus récemment, lors du sommet ministériel de Miami dans le cadre de la négociation d'une Zone de libre-échange des Amériques (novembre 2003), le Brésil, au nom du fait que tout engagement d'un pays dans un accord d'ouverture commerciale devait supposer la réciprocité parfaite de l'autre, a contré avec succès les velléités de Washington d'imposer un accord global.

Enfin, le dernier registre est celui de la contestation radicale, qui prolonge le registre anti-impérialiste. Le discours du sous-commandant Marcos au Mexique apparaît, par son inventivité, mais aussi par la médiatisation dont il a bénéficié, comme le symbole de la rencontre entre un discours anti-impérialiste et une dénonciation des effets de la mondialisation néo-libérale pour les populations les plus marginalisées des pays latino-américains. Mais au-delà, c'est bien l'ensemble des expressions de la mouvance altermondialiste en Amérique latine qu'il paraît intéressant d'étudier. Les trois forums sociaux mondiaux de Porto Alegre ont été l'occasion de montrer que les secteurs mobilisés en Amérique latine sur le thème de l'altermondialisation sont particulièrement significatifs, et qu'ils ont réussi, en particulier au Brésil, une jonction pas toujours effective ailleurs entre organisations syndicales, ouvrières ou paysannes, et milieux intellectuels. Un mouvement important s'est ainsi créé au Mexique dès 1994 pour s'opposer à une intégration déterminée uniquement par le marché, en lien avec des organisations des États-Unis et du Canada. Des mobilisations significatives se sont rapidement structurées autour de l'opposition à la Zone de libre-échange des Amériques, avec des manifestations importantes à l'occasion des sommets et des rencontres ministérielles. Des forums sociaux régionaux ont eu lieu à plusieurs reprises, en particulier à Quito et à Buenos Aires. Or, ce qui est particulièrement significatif dans ce discours est que ces mobilisations ne sont pas *a priori* anti-américaines. La dénonciation des excès des politiques néo-libérales est adressée à ceux qui en sont perçus comme les principaux initiateurs. Ainsi, les manifestations traditionnelles d'hostilité à l'égard des États-Unis ont lieu avec moins de fréquence que par le passé, et seulement dans les cas où ce pays apparaît comme le principal acteur (à l'image du Plan Colombie³). Mais dans l'ensemble, les manifestations sont dirigées contre les sommets de chefs d'État ou de ministres de l'hémisphère, en particulier ceux programmés dans la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques. Par ailleurs, ces mobilisations trouvent des expressions originales selon les pays, à l'instar de l'Équateur, dans la brève participation des organisations indiennes au gouvernement, ou plus récemment de la Bolivie, lors de la « guerre du gaz » qui a conduit au départ du président Gonzalo Sánchez de Lozada. Dans ces deux cas, le discours altermondialiste de critique aux excès du néo-libéralisme et de l'ouverture commerciale à outrance se retrouve dans des mobilisations à la fois sociales et politiques des populations indiennes et de paysans et d'ouvriers, pour la reconnaissance de leurs droits et contre la privatisation des ressources nationales.

Le dernier ouvrage de Samuel Huntington a créé une polémique caractéristique des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine⁴. En dénonçant le caractère difficilement assimilable de la minorité *latino* aux États-Unis, l'auteur plaide une nouvelle fois pour retrouver les fondements anglo-saxons de l'identité nationale américaine. Le thème même de son ouvrage témoigne pourtant du fait que l'interdépendance entre les États-Unis et les pays latino-américains concerne

³ Au nom de la lutte contre le trafic de drogue, le gouvernement des États-Unis a fait voter en 2000 un plan d'assistance militaire aux pays andins de 1,4 milliard de dollars sur 5 ans, dont 800 millions destinés à la Colombie, essentiellement pour la modernisation et l'adaptation de l'équipement militaire. Des responsables militaires nord-américains ont autorisé l'usage de cette aide pour la lutte contre la guérilla.

⁴ Samuel Huntington, 'Who are we ? The Challenges to America's national identity', New York, Simon and Schuster, 2004.

désormais, dans une dimension très significative, les relations sociales et humaines. Dans ce contexte, l'utilisation de sa puissance par Washington dans la région devient un exercice plus délicat, non plus pour des questions seulement stratégiques, mais parce que ses effets traversent autant à sa scène politique interne et à sa propre société qu'à celles de ses voisins. En faisant évaluer le débat vers des dimensions plus culturelles, voire « civilisationnelles », les thèses de Samuel Huntington peuvent modifier en profondeur l'expression de l'anti-américanisme en Amérique latine, dont le trait commun des différents répertoires argumentatifs, par-delà leurs différences, a été de critiquer les États-Unis non en tant que pays, que société ou que modèle politique, mais en tant que principale puissance politique du continent.